



Résumé de la 9e soirée Dialogue

La 9e soirée Dialogue a eu lieu mardi 8 décembre, vous pouvez lire le résumé ci-dessous

Soirée Dialogue du 8 décembre « Participation politique sans passeport suisse – quelles sont les options ? Et sont-elles suffisantes ? » Avec Floride Ajvazi-Dirscherl et Tatiana Vieira.

Depuis 2019, l'association MULTIMONDO organise la série d'événements Dialogue, qui invite des personnes aux biographies différentes à discuter et échanger des sujets sociopolitiques lors de plusieurs soirées. Floride Ajvazi-Dirscherl, cheffe de projet, Promotion de la participation/ Centre de compétences Intégration de la Ville de Berne et Tatiana Vieira, co-présidente de l'association Mitstimme étaient nos invitées.

Sylvia Joss, modératrice de la soirée ainsi que responsable de projet du Forum Together, a introduit la discussion en nous donnant quelques éléments de contexte, fondamentaux pour comprendre les possibilités de participation politique des personnes sans passeport suisse au niveau fédéral, cantonal et communal. Au niveau fédéral, les personnes sans passeport suisse n'ont pas le droit de vote et d'élection, ce qui résulte dans l'exclusion du droit de vote du 33% de la population. Néanmoins, au niveau cantonal, nous pouvons observer quelques exceptions : dans le canton du Jura et Neuchâtel, les personnes sans passeport suisse ont le droit de vote et d'élection, mais pas le droit d'être candidates aux élections. Dans les cantons de Grisons, Appenzell Rhodes-Extérieures et Bâle-Ville il y a le droit de vote facultatif, c'est-à-dire que les communes peuvent décider si accorder le droit de vote et d'élection aux personnes sans passeport suisse. Les autres communes qui accordent ces droits sont Jura, Neuchâtel, Vaud, Genève et Fribourg.

Même s'il y a encore trop peu de cantons et communes qui vont dans cette direction plus inclusive des résidents sans passeport suisse, dans les dernières années nous avons pu observer l'émergence de plusieurs initiatives allant dans ce sens. À Bâle-Ville, une initiative visant à introduire le droit de vote pour les étrangers a été rejetée en 2010, et à Bâle-Campagne, l'initiative « Droit de vote pour les résidents permanents » a été rejetée en 2017. La ville de Zurich veut introduire le droit de vote municipal pour les étrangers, à Berne une initiative pour le droit de vote municipal pour les personnes sans passeport suisse a été rejetée il y a quelques semaines par 76 contre 68 votes, avec 3 abstentions.

Dans certains cantons et communes où les personnes sans passeport suisse n'ont pas le droit de vote, il y a quand même des alternatives qui leur permettent de participer à la politique. Floride Ajvazi-Dirscherl et Tatiana Vieira nous ont présenté deux modèles de participation politique dans leurs cantons respectifs. Floride Ajvazi-Dirscherl nous a parlé de la motion de participation en vigueur dans le canton de Berne depuis 2016. La motion de participation permet aux personnes sans passeport suisse de participer à la politique sous forme de demande spécifique au conseil municipal. En bref, la personne ou le groupe

de personnes qui aimeraient faire parvenir leur demande au conseil municipal, doivent trouver une question relevant de la compétence du conseil municipal et faire signer leur motion à, au moins, 200 résidents étrangers majeurs et qui vivent à Berne depuis 3 mois. La motion de participation doit être soumise au secrétariat du conseil municipal, qui analyse sa validité avant de la transmettre au conseil municipal. Finalement, le conseil municipal analyse les préoccupations exprimées et s'il estime qu'elles soient valables, la motion est acceptée, autrement elle est rejetée. La mise en œuvre d'une motion peut prendre jusqu'à deux ans.

Tatiana Vieira nous a présenté « Mitstimme », l'association dont elle est la co-présidente, créée en 2016 à Bâle pour favoriser la participation politique des personnes sans droits de vote et les sessions des migrant-e-s, émergées en 2018. Les personnes issues de la migration travaillent en petits groupes pour développer différentes idées et propositions d'amélioration afin de les présenter lors d'une session parlementaire. Des politicien-ne-s locaux-les des différents partis, membres du Grand conseil, assistent aux réunions des différents groupes de travail et les accompagnent. De cette façon les politicien-ne-s apprennent directement des personnes issues de la migration ce qui les préoccupe et les changements qu'elles souhaiteraient voir. Pendant la préparation de la session parlementaire, qui demande beaucoup de temps, les personnes issues de la migration reçoivent des informations et des formations sur le système politique suisse afin de leur apprendre un peu plus sur leurs droits, les possibilités d'actions mais aussi leurs devoirs. Tatiana Vieira souligne l'importance de rendre visibles les thématiques qui sont au cœur des personnes issues de la migration et de les savoir présenter, tâche qui n'est pas évidente pour les journalistes dans le paysage médiatique actuel.

Par toute la Suisse il y a des projets similaires, qui proposent des initiatives *bottom-up*, comme par exemple « Der Stimme der Migrantsvereine des Kantons St. Gallen » dans le canton de Saint Gallen ; le parlement des migrant-e-s dans le canton de Lucerne et « Nos voix », projet lancé par NCBI (National Coalition Building Institute) à Zurich en 2019 et à Bienne en 2020 en collaboration avec la ville de Bienne et Nidau ainsi que MULTIMONDO.

Malgré que l'initiative pour le droit de vote et d'élection communal à Berne ait été rejetée, ces projets font bien espérer aussi les participant-e-s à la soirée *Dialogue*, car ils permettent de travailler avec les communes, qui ont plus de possibilités de mettre pression à Berne. En effet, Floride Ajvazi-Dirscherl estime qu'il faut absolument réessayer à proposer cette initiative, conformément à la devise qui s'applique souvent en politique : "Le dégoulinant constant use la pierre".

Pour conclure, nous aimeront emprunter les mots d'un participant à la soirée qui estime qu'après 50 ans de l'initiative Schwarzenbach, nous sommes prêt-e-s à nous laisser derrière nous cette période sombre et changer de perspective d'une façon plus inclusive. De cette manière nous pourrions combler le déficit de démocratie représenté par l'exclusion du droit de vote du 33% de la population.